

**PARTIS POLITIQUES  
ET RELATIONS INTERNATIONALES  
À L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE**



**UNE DIPLOMATIE PARTICULIÈRE ENTRE ENJEUX  
NATIONAUX, INTERNATIONAUX ET TRANSNATIONAUX**

Journée d'études doctorales

5 décembre 2014

Université Paris Diderot-Paris 7



Résumés des communications et  
biographies des intervenants

Marija Podzorova. *La MEJRABPOM (Aide ouvrière internationale) entre le Komintern et l'État Soviétique : la diplomatie par l'art.*

En 1924 une première exposition d'art allemand est organisée à Moscou et à Leningrad, plusieurs artistes contemporains jouissant d'une reconnaissance internationale sont exposés (Otto Dix, Hans Arp, George Grosz, Oskar Kokoschka, Paul Klee, etc.). Elle est la contrepartie d'une exposition des peintres russes à Berlin en 1922. Cette exposition remplit de nombreuses fonctions : renforcer les échanges artistiques et culturels entre les deux pays et donner la preuve que l'Union Soviétique est ouverte aux échanges culturels et diplomatiques avec les pays d'Europe. Or, la mise en place et le financement de cette exposition sont menés par la *Mejrabpom*, une organisation de coopération internationale créé en 1921 au sein du *Komintern*, qui à son tour n'est pas officiellement lié à l'Etat soviétique.

Le *Komintern* (*Kommounistitcheskii internatsional*, l'Internationale communiste (l'IC) ou Troisième internationale) a été créée à Moscou en 1919, avec l'objectif de réunir tous les partis communistes du monde entier pour lutter contre le capitalisme, en visant plus particulièrement l'Europe et l'Asie. Bien que l'IC par sa création ait des liens étroits avec le parti communiste russe, le pouvoir des Soviets par la suite s'engage à faire oublier cette proximité auprès de ses interlocuteurs européens. De nombreuses organisations de coopération bilatérale et transnationale sont créées au sein de l'IC, toujours avec l'aide financière et organisationnelle des institutions de la Russie soviétique.

Une de ces organisations est la *Mejrabpom* (*Mejdunarodnaïa Rabotchaïa Pomochtch*, Aide ouvrière internationale). Cette organisation d'entraide prolétarienne lutte pour l'amélioration des conditions des travailleurs (8h de travail, droit de grève, lutte contre le travail des enfants etc.). Elle gère également toute l'aide qui vient de l'étranger pour la famine en Russie de 1921-22. Au sein de cette organisation, il existe un comité assez particulier – le Comité spécial pour l'organisation des tournées artistiques à l'étranger et l'organisation des expositions, qui devient une vitrine pour promouvoir le communisme dans la culture et souder les liens culturels avec d'autres partis partout en Europe, plus particulièrement en Allemagne. Ce comité a des activités sur une période assez courte (de 1921 à 1925) mais néanmoins très importante pour la mise en place des relations diplomatiques entre la Russie soviétique et l'étranger.

L'analyse de la structure, de l'activité et des réseaux de coopération de ce comité et de la *Mejrabpom* en général et plus particulièrement dans le domaine artistique nous permettra de comprendre la façon dont l'activité diplomatique officieuse et semi-officielle du Parti communiste allemand et russe se transforme en action diplomatique de l'URSS à part entière.

**Marija Podzorova**, doctorante à Paris 7 – Paris Diderot, travaille sur les relations internationales dans l'entre-deux-guerres et plus particulièrement sur la place de l'art plastique dans les échanges bilatéraux et transnationaux. Sa thèse sous la direction de Sophie Cœuré (Paris 7) et en co-direction de Philippe Dagen (Paris 1) est intitulée *La diplomatie*

*artistique de l'URSS vers l'Occident (France, Italie, Allemagne, Etats-Unis) dans l'entre-deux-guerres.*

Publications : « Les pavillons de l'URSS lors des expositions internationales à Paris entre 1925 et 1937 : continuités et différences dans la représentation artistique » (publication prévue en décembre 2014) ; « L'iconographie de *Baba Yaga* comme incarnation des époques » (publication prévue en décembre 2014) ; « Michèle O'Glor », notice biographique pour *Le Maitron* (juin 2013)

*Anna Konieczna. Coopérer ou condamner : les groupes parlementaires de l'Assemblée nationale et l'Afrique du Sud des années 1960 aux années 1980.*

Les relations entre la France et le régime d'apartheid sont marquées, dès les années 1960, d'une forte ambiguïté. Alors que les deux pays entretiennent les relations diplomatiques « normales », confirmées par l'existence des ambassades, ces liens manquent de dimension politique : les concertations entre les chefs d'Etat/de gouvernement sont inexistantes et les entretiens entre les ministres des Affaires étrangères – très rares. Cette réserve des milieux gouvernementaux français qui résulte de la réprobation internationale de la politique raciale sud-africaine crée un cadre propice pour le foisonnement des intermédiaires tels que les représentants des entreprises, les comités de soutien ou les associations, voire les parlementaires. En même temps, malgré les précautions prises par les autorités françaises, les relations franco-sud-africaines se fortifient dans le domaine militaire (années 1960), nucléaire (années 1970) ou économique. Finalement, tout en condamnant de plus en plus fermement, et surtout ouvertement, l'apartheid, tout en participant à des conférences anti-apartheid, la France s'oppose aux sanctions. Cette attitude combine à la fois la volonté de protéger les intérêts français dans ce pays, la reconnaissance de l'inefficacité des sanctions et le questionnement sur une solution possible du problème d'apartheid. Seulement en 1985, après l'introduction de l'Etat d'urgence par le gouvernement sud-africain, le gouvernement de Laurent Fabius annonce une série de mesures coercitives : le rappel de l'ambassadeur français et le gel des investissements français, mesures inapplicables dès que la France connaît la première cohabitation dans les années 1986-1988.

Dans les années 1980, l'existence de deux groupes parlementaires à vocation sudafricaine reflète aussi cette ambiguïté. D'une part, le groupe d'amitié France-Afrique du Sud connaît certes un succès aléatoire. Créé en 1960, très actif dans le maintien des échanges avec les milieux officiels sud-africains dans les années 1960 et 1970, le groupe cesse son activité en 1981 suivant la victoire du Parti socialiste. Reconstitué en 1986, le groupe mène une activité plus limitée qu'il a connue au début de son existence, mais il reste tout de même un symbole d'intérêt et de soutien d'une partie de la classe politique, notamment des anciens milieux gaullistes, pour l'Afrique du Sud. De l'autre, on voit naître, en octobre 1985, le groupe d'études sur les problèmes de l'apartheid. Composé principalement des représentants du Parti socialiste et du Parti communiste français, le groupe entretient des contacts avec les représentants des mouvements de libération (l'ANC sud-africain et le SWAPO namibien), les opposants sud-africains ou le mouvement anti-apartheid. Il organise des auditions des membres de l'administration chargés des questions sud-africaines, participe aux réunions sur l'apartheid et réalise des voyages d'étude en Afrique du Sud. A travers l'étude des archives de l'Assemblée nationale, l'objectif de cette présentation serait de présenter les trajectoires, la composition, l'activité de ces deux groupes parlementaires. La question structurante serait aussi de voir dans quelle mesure leur activité était complémentaire ou exclusif l'un par rapport à l'autre, mais aussi par rapport à la diplomatie officielle.

**Anna Konieczna** est docteure en histoire (thèse soutenue en décembre 2013), enseignante à Sciences Po Paris, ses recherches portent sur l'histoire des relations internationales en Afrique et la politique africaine de la France.

Fadi Kassem. *Le Parti socialiste français et le socialisme d'Europe du Sud (France, Espagne Grèce, Italie et Portugal) dans les années 1970 : à la recherche d'un « compromis » eurosocialiste*

La contribution suivante entend présenter la politique du Parti socialiste français (PSF) à l'égard de ses homologues euro-méditerranéens dans les années 1970, que la presse avait nommé « eurosocialisme » pour désigner la coopération du PSF avec le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), le Parti socialiste portugais (PSP), le Parti socialiste italien (PSI) et le Parti socialiste grec (PASOK).

Ce projet s'inscrit dans un contexte géopolitique et géoéconomique décisif. Les années 1970 se caractérisent en effet à la fois par : une crise majeure du bloc communiste à l'Est ; la chute des dictatures portugaise, grecque et espagnole en 1974 et 1975 ; la reprise de la guerre fraîche – parallèlement à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) – laissant craindre que s'instaure un régime communiste au Portugal en 1975 ; enfin, la crise économique qui révèle les faiblesses et l'impuissance croissantes de la social-démocratie ouest-européenne, dont l'influence lui assure la domination de l'Internationale socialiste (IS), à commencer par celle du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD).

Ce contexte de crise et de tension multiformes ouvre un horizon pour l'affirmation du PSF, dirigé par François Mitterrand depuis le congrès d'Épinay de juin 1971 et qui opte pour l'union de la gauche avec le Parti communiste français (PCF) afin de s'affirmer sur la scène politique intérieure, mais aussi internationale : face à la puissante social-démocratie d'Europe du Nord et de l'Ouest et au monde communiste, l'Europe du Sud, dont les caractéristiques politiques et socioéconomiques sont en partie similaires et où les affinités culturelles et historiques sont prononcées, constitue un espace privilégié pour affirmer l'identité et l'influence du PSF. C'est ainsi qu'émerge le concept d'« eurosocialisme », qui désigne ce « compromis géographique »<sup>1</sup> visant à constituer une « troisième voie » capable de dépasser l'antagonisme entre le communisme et la social-démocratie ouest-européenne.

Ainsi, alors que l'analyse traditionnelle de la ligne politique du PSF des années 1970 se concentre sur l'union de la gauche au niveau national, il est primordial de considérer cette stratégie internationale d'un « pôle socialiste indépendant »<sup>2</sup> dans le développement du PSF. L'article présent analysera donc cette stratégie, en centrant l'étude en particulier sur :

1. Les luttes d'influence au sein du PSF à l'égard de cette stratégie, encouragée surtout par le Centre d'études, de recherches et d'éducation socialistes (CERES).

2. Les relations entre le PSF et ses homologues euro-méditerranéens.

3. Les conséquences de cette stratégie au sein de l'IS, notamment dans les rapports avec le SPD.

4. L'évolution de cette stratégie au gré de la conjoncture internationale, en particulier au regard de la révolution portugaise où l'espoir de valider la stratégie d'union de la gauche dans le cadre d'une rupture avec le capitalisme est intense en 1974-1975.

5. Les principaux acteurs de cette stratégie, ce qui impliquera de s'intéresser notamment à la position du secrétaire national, du secrétaire chargé des relations internationales, des acteurs centrés sur une zone géographique (Antoine Blanca au Portugal...).

---

<sup>1</sup> Titre de deux articles publiés dans *Les Cahiers du CERES, Repères*, n°30 et 33, février et juillet 1976.

<sup>2</sup> « Le compromis géographique », *Les cahiers du CERES, Repères*, n°30, février 1976, pp. 44-55.

**Fadi Kassem** est professeur agrégé d'histoire dans le secondaire, chargé d'heures de khôlles en ECS au lycée Sainte-Geneviève de Versailles et au collège Stanislas de Paris ainsi qu'en khâgne B/L au lycée Sainte-Marie de Neuilly, chargé de cours d'histoire pour la préparation des concours des IEP de Paris et de Province et de cours de culture générale à l'IPAG. Il est titulaire d'un diplôme de Master 2 recherche en histoire des relations internationales de l'IEP de Paris.

Il prépare depuis 2011 une thèse sous la direction de Marc Lazar, portant sur le projet eurosocialiste dans les années 1970. Il a publié parallèlement deux articles en lien avec son thème de master, l'un dans la *Revue d'histoire diplomatique*, l'autre dans *Zeitgeschichte*. Il a également participé à la rédaction de deux ouvrages de préparation aux concours des IEP aux éditions Vuibert.

En Europe, la première formation politique qui s'inspire de la doctrine sociale de l'Église est le Parti Populaire Italien (1919-1926) de Luigi Sturzo. Sous l'impulsion de jeunes catholiques qui voyagent en Europe et s'inspirent notamment d'intellectuels français (Jacques Maritain, Emmanuel Mounier), le mouvement démocrate-chrétien apparaît au Chili dans les années 1930 sous le nom de Phalange Nationale, puis de Parti Démocrate-Chrétien (PDC) en 1957. Dès la seconde moitié des années 1940, le PDC a son propre idéologue : Jaime Castillo Velasco. En parallèle, il s'insère dans les réseaux internationaux : l'Organisation Démocrate-Chrétienne d'Amérique (ODCA) fondée en avril 1947 et l'Union Mondiale Démocrate-Chrétienne. Un événement national, le coup d'État du 11 septembre 1973, a eu de ce fait des répercussions dans les milieux démocrates-chrétiens internationaux. Les Européens font part de leur incompréhension face à la déclaration officielle du PDC, qui appelle à une « collaboration patriotique » avec l'armée. Pendant la dictature militaire (1973-1990), l'exil des démocrates-chrétiens chiliens vers l'Amérique latine ou l'Europe révèle aussi leurs réseaux transnationaux. Ces derniers apportent tout d'abord un soutien logistique et financier qui permet notamment la parution à Rome de la revue mensuelle *Chile América* (1974-1983) ; l'organisation des Universités d'été à Rotterdam, Mendoza puis à Santiago. Les réseaux démocrates-chrétiens ont également facilité le rapprochement des socialistes et du PDC chilien. En 1988-1990, la fin de la dictature militaire au Chili coïncide avec la fin de la guerre froide sur le plan mondial. L'aide économique venant des démocraties chrétiennes européennes semble se réduire d'autant plus que la Démocratie Chrétienne Italienne disparaît en 1994. La Fondation démocrate-chrétienne allemande Konrad Adenauer restreint ses financements au PDC chilien en 2010, ce qui entraîne la fermeture de l'Institut Chilien d'Études Humanistiques fondé en 1974 par Jaime Castillo Velasco. Le contexte de crise économique en Europe a donc des répercussions sur les activités partisans au Chili. La démocratie chrétienne entre ainsi dans une période globale d'affaiblissement. Au Chili, le PDC a eu un second apogée électoral au début de la démocratisation, mais à partir de 1997-1998, son influence diminue. Depuis 2007, le siège de l'ODCA n'est en effet plus à Santiago du Chili mais à Mexico.

À travers l'exemple du Chili, cette communication analysera dans quelle mesure le transnationalisme a permis l'émergence de démocraties chrétiennes extra-européennes. Le PDC s'est nourri des apports européens pour se présenter comme une troisième voie pour le Chili et l'Amérique latine durant la guerre froide. Si les réseaux transnationaux semblent davantage profiter au PDC, le dynamisme des démocraties chrétiennes latino-américaines dans les années 1980-1990 est un soutien pour leurs homologues européennes en voie d'affaiblissement. Il s'agira d'aborder les dimensions idéologiques, politiques et financières des échanges entre le PDC et ses partenaires européens et latino-américains. Cette communication se fondera sur des sources orales et des documents écrits chiliens, des archives européennes des Nouvelles Équipes Internationales et de l'Internationale Démocrate-Chrétienne ainsi que sur des correspondances et des déclarations des démocrates-chrétiens latino-américains.

**Élodie Giraudier** est doctorante en histoire contemporaine à l'université Sorbonne Nouvelle – Paris 3 (IHEAL –CREDA, UMR 7227), sous la direction d'Olivier Compagnon. Ses principaux objets de recherche sont la démocratie chrétienne, le catholicisme social et le rôle de l'Église au Chili. Ses principaux articles: « Le Parti Démocrate-Chrétien, l'Église et le pouvoir au Chili » (*Histoire@Politique*, n°22, janvier-avril 2014), "La justicia de transición en Chile (1990-1994). Mirada desde la prensa francesa" (*Revista Historia y Justicia*, n°1, Santiago de Chile, 2013, p. 1-27), « La Révolution dans la Liberté : des transformations économiques et sociales à l'époque de la Guerre Froide », (*Cahiers Alhim*, seconde semestre 2014, à paraître).





Adeline Klee. *L'identité républicaine en Alsace entre 1908 et 1911: un enjeu de relations internationales à la veille de la Première Guerre Mondiale*

Les partis politiques sont des organisations structurantes des sociétés contemporaines, et ce dès le milieu du XIXe siècle, tout particulièrement dans l'Empire allemand et en France dès la Révolution française. Toutefois, ces partis au sens moderne du terme ne se développent qu'à partir de la fin du XIXe siècle, avec la démocratisation des sociétés européennes. Les partis allemands n'échappent pas au mouvement, à leur corps défendant, bien qu'ils évoluent dans un environnement relativement autoritaire. Cependant, une démocratisation de la vie politique s'opère, avec la prise progressive d'une place de plus en plus importante par le *Reichstag*. L'Empire allemand occupe l'Alsace-Lorraine à partir de 1870, dans un premier temps de manière tactique, puis de manière définitive ensuite sur l'initiative de Bismarck. A la veille de la Première Guerre Mondiale, le statut de l'Alsace-Lorraine n'a quasiment pas changé. Il s'agit toujours d'un *Reichsland*, une terre d'Empire, occupée et où ses citoyens sont considérés comme étant de seconde zone alors qu'ils ont joué le jeu qui leur était imposé. Les revendications formulées de la plupart des partis naissant depuis 1870 vont dans le sens de la demande d'autonomie, au sein de l'Empire allemand. Un pas est fait par les autorités allemandes à partir des années 1908/1910, vers un changement de regard de cette Alsace-Lorraine occupée depuis si longtemps. Il s'agit de la promesse de la rédaction d'une nouvelle constitution. Les partis politiques en présence vont répondre dans la presse et dans les instances de la vie politique.

Chacun sait cependant que chaque revendication a une aura internationale, car tout ce qui a lieu en Alsace-Lorraine regarde la France et l'Empire allemand au premier plan, leurs alliés au second plan. L'Alsace-Lorraine n'est pas seulement un butin de guerre, c'est également le lieu d'affrontement entre deux visions du pouvoir, de la légitimité politique, et de l'identité nationale. C'est pourquoi les partis politiques qui s'expriment en faveur d'une république, savent que cette demande a une résonance au-delà des frontières alsaciennes et allemandes.

Certains sont plus ouverts sur la vie internationale que d'autres, ce qui permet de voir quels sont les modèles politiques internationaux. Les plus ouverts sont les socialistes. Toutefois, ceux-ci arrivent à tenir une position à la fois alsacienne et internationale, le tout tenu dans la grande idée d'une société socialiste, bien avant 1917. Les autres partis savent que leurs écrits ont une résonance en France, de l'autre côté de la frontière, et la revendication républicaine est une façon de dire que l'héritage français n'a pas été oublié, c'est une sorte de réponse aux lamentations de la France meurtrie et amputée de l'Alsace et de la Lorraine. Nous pourrions alors nous demander dans quelle mesure l'identité républicaine dans la presse en Alsace entre 1908 et 1911 est un facteur d'exacerbations des tensions dans les relations internationales dans la course à la Première Guerre Mondiale.

**Adeline Klee** a obtenu un baccalauréat scientifique mention Bien en 2004. De 2004 à 2007 elle a été en classe préparatoire BL au Lycée Jacques Amyot de Melun (77) et obtenu une équivalence de DEUG et de Licence en histoire et en géographie, mention Bien. De 2007 à 2011 elle a étudié à l'Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg et validé une première année de Master à l'Université Marc Bloch de Strasbourg (67). En 2010 elle obtient une deuxième

année de Master en Sciences historiques mention Bien à l'Université Marc Bloch de Strasbourg (67) avec pour sujet « La politisation des ouvriers entre 1848 et 1852 dans le Bas-Rhin ». En 2013 elle obtient un doctorat en histoire contemporaine de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne sur le sujet : « L'idée républicaine dans la presse alsacienne devant le débat constitutionnel entre 1908 et 1911. L'identité politique et culturelle alsacienne à la veille de la Première Guerre Mondiale : entre tradition républicaine française et cadre constitutionnel allemand.

Amélie Zima. *L'influence des relations trans-partis sur la construction de l'atlantisme : le cas des partis sociaux-démocrates d'Europe centrale*

Le présent projet de communication se propose d'étudier l'influence des relations trans-partis sur le positionnement atlantiste de plusieurs partis d'Europe centrale. A travers l'étude de formations hongroises, tchèques et polonaises, l'analyse aura pour but de montrer que la nécessité de nouer des relations trans-partis conduisit certaines de ces formations à modifier leurs opinions face à l'atlantisme et plus précisément face au processus d'adhésion à l'OTAN conclu en 1999. Dans un deuxième temps, il s'agira d'étudier les types de saisie de ce sujet et leurs utilisations dans des contextes de luttes partisans.

Ainsi le projet se penchera sur le rôle des relations trans-partis dans la définition des programmes nationaux. Avant 1989, les franges réformatrices des partis communistes tissèrent des liens avec les partis sociaux-démocrates du bloc occidental, en particulier le SPD allemand, ce qui modifia leurs orientations politiques en les poussant à envisager l'importation du multipartisme, de l'économie de marché ou encore d'intégrer le système d'alliance militaire occidentale et plus particulièrement l'OTAN. L'atlantisme de cette frange réformatrice ne se manifesta pas de la même manière selon les cas envisagés et ne connut pas la même chronologie. Cette génération réformatrice arriva plus tôt au pouvoir en Hongrie où le MSzP (Parti socialiste hongrois) affirma sa tendance atlantiste avant même la chute du mur de Berlin. Dans le cas du SLD polonais (Alliance de gauche démocratique), la conversion fut plus longue, émaillée par des luttes internes entre partisans de l'alliance avec la Russie et réformateurs tournés vers l'ouest. A travers ce dernier cas, il sera également possible d'envisager les réécritures opérées par les partis pour justifier ces conversions et effacer leurs anciens positionnements.

Ce thème permettra également d'envisager le rôle des Internationales dans la définition des programmes des partis. A travers un exemple précis, le parti social-démocrate tchèque, le CSSD, il s'agira de montrer comment la volonté d'adhérer à l'Internationale socialiste a pu conduire ce parti à abandonner son opposition à l'intégration atlantique. Il sera démontré que la nécessité d'être insérée au sein d'un regroupement partisan supranational et la source de légitimité qui y était attachée furent des déterminants majeurs de ce changement.

Enfin l'étude se penchera sur les phénomènes de traduction et de réinterprétation des enjeux internationaux au sein des arènes nationales. Il s'agira de montrer si un enjeu international peut se transformer en thème de campagne et mobiliser les électeurs. Ce point visera à montrer les utilisations du thème atlantiste durant les campagnes électorales et déterminer les usages qui en furent faits. Il sera démontré que le label atlantiste, éminemment positif dans des pays libérés du joug soviétique, était partagé et utilisé par l'ensemble du spectre politique dans une compétition visant à afficher le profil le plus atlantiste possible. *A contrario* le rejet de cette étiquette s'apparentait à un stigmate reléguant aux extrêmes de l'échiquier politique.

La recherche sera principalement basée sur des archives des différents partis et des entretiens avec des acteurs clés de ces événements.

**Amélie Zima** a été doctorante contractuelle (2010-2013) et monitrice à la faculté de droit et de science politique de l'Université Paris Ouest (2011-2013). Elle a été doctorante associée au CEFRES de Prague et à l'Institut d'études politiques de l'Académie polonaise des sciences. Elle a coorganisé une journée d'études sur le postcommunisme à Sciences Po en juin 2013 et coordonné la publication d'un numéro spécial de la *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*,

« Entre européisme et atlantisme, l'évolution des politiques de sécurité en Europe centrale » paru en septembre 2013. Elle fait actuellement partie d'un programme de recherche portant sur le règlement politique des questions mémorielles et associant l'Institut des sciences sociales du politique et l'Institut d'études politiques de l'Académie polonaise des sciences. Elle est actuellement chargée de cours à Sciences Po pour l'année 2014-2015 au sein du Master Affaires européennes et de PSIA.

Elle a obtenu deux masters avec mention très bien en histoire contemporaine et science politique à l'Université Paris Ouest.

La communication proposée vise à appréhender comment les dissensions internes du parti radical et radical-socialiste sur l'institutionnalisation de la paix internationale vont déterminer les conditions de la paix versaillaise et la structure de la Société des Nations. Face aux courants hervéistes antipatriotiques, les radicaux affichent leur fidélité au jacobinisme et à l'armée. Dans le cadre d'une acception spécifique de la République, les radicaux promeuvent un idéal de solidarité qui a vocation à s'appliquer, non pas seulement à l'échelon national, mais également aux relations internationales. Selon Ferdinand Buisson, la doctrine solidariste, « esprit ultime du parti-radical et radical-socialiste », est tout d'abord expérimentée sur le plan national. Puis, très vite, Léon Bourgeois et d'autres radicaux-socialistes, probablement inspirés par le modèle stoïcien des cercles concentriques, amplifient leur démarche solidariste afin qu'elle puisse désormais devenir une nouvelle théorie des obligations et des sanctions préalablement consenties entre les différents Etats-nations. Le solidarisme repose sur une contradiction fondamentale. Il tend en effet à concilier deux présupposés : un empirisme porté vers le patriotisme et un idéalisme volontariste tendanciellement pacifiste. Par le rejet de toute idée d'édification d'un Etat mondial, le pacifisme de Léon Bourgeois, assorti de sentiments patriotiques catégoriques, incarne pleinement la volonté de voir les intérêts vitaux français s'imposer dans l'élaboration d'une future Société des Nations armée. Pierre d'achoppement des conceptions radicales sur la SDN, l'hypothèse de la création d'une « gendarmerie internationale » devait a priori recueillir l'assentiment des principales figures du radicalisme. Accusé par les radicaux de gauche de velléités annexionnistes sur la Rhénanie et la Sarre, le gouvernement de Georges Clémenceau va entretenir, quant à la création d'une organisation internationale dotée d'une armée de répression, une ambivalence stratégique. D'un côté, Clémenceau encourage Léon Bourgeois à maintes reprises, dans son projet d'établir une force internationale armée, destinée à prévenir les conflits. De l'autre, il laisse entendre, notamment à la Commission des Affaires extérieures, qu'il espère ardemment la réaffirmation de la politique traditionnelle des alliances, amputée de tout bras armé. De plus, un entretien entre Georges Clémenceau et le Colonel House, datant du 7 janvier 1919, témoigne de la volonté commune, française et américaine, d'exclure Léon Bourgeois des négociations préparatoires du Pacte de la Société des Nations. En conséquence de cet évincement, Clémenceau sacrifie les plans d'armée internationale proposés par la CIESDN<sup>1</sup>, présidée par Léon Bourgeois, au profit de la conception wilsonienne de la Société des Nations. En contrepartie, le Colonel House assure Clémenceau du soutien infaillible des Etats-Unis à la France, en cas de violation de son intégrité territoriale. Dans son esprit, Clémenceau escompte alors l'obtention, au terme de la rédaction du Pacte, d'un moyen juridique contraignant l'Allemagne à réparer les dommages de guerre. Cet épisode diplomatique, cristallisation d'une opposition entre deux figures tutélaires du radicalisme et entre deux visions irréconciliables des relations internationales, a certainement déterminé les contours de la Société des Nations.

---

<sup>1</sup> Commission interministérielle d'Etude pour la Société des Nations, née d'une résolution parlementaire du 5 juin 1917.

**Caroline Tixier** est doctorante en Science politique, allocataire de recherche de l'Assemblée nationale. Elle travaille sous la direction du professeur Philippe RAYNAUD, à l'Université Panthéon-Assa, Ecole doctorale de rattachement : Institut Michel Villey.

Margherita Morini. *Le PCF et l'ultra-gauche française face à l'enlèvement d'Aldo Moro : jugements sur l'action du Parti Communiste Italien*

L'objectif principal de ma communication est d'analyser comment le Parti Communiste et l'ultra-gauche en France ont interprété et ont transmis, à travers les pages de leurs journaux, l'enlèvement en Italie du président de la Démocratie Chrétienne Aldo Moro, entre le 16 mars et le 9 mai 1978.

Les sources sur lesquelles ma recherche se développe sont les journaux les plus importants pour saisir l'expression des différentes sensibilités politiques : *l'Humanité* pour ce qui concerne le PCF, *Libération* et *Rouge* pour ce qui regarde l'univers de l'ultra-gauche, liée pratiquement ou théoriquement à l'expérience du « Mai 68 ».

Le choix de la presse comme source pour la recherche historique est liée à deux considérations. En premier lieu, à travers cette méthodologie on peut voir la complexité, la construction et la progression générale du discours public, et donc on peut réfléchir sur l'image de l'Italie qui est construite dans un pays différent. Deuxièmement, le choc lié à l'enlèvement du président de la Démocratie Chrétienne et la chronique des journées de son emprisonnement représentent un point de non-retour pour l'analyse des rapports entre médias et violence politique. En effet, en observant les nouvelles ces jours-là, devant la théâtralité, le drame et le caractère exceptionnel des événements, l'espace médiatique réservé à ces événements est énorme. En Italie, les médias eux-mêmes ne sont plus « les voix hors champ », mais deviennent des protagonistes dans la construction des événements. Il sera donc intéressant de voir comment ce sujet est traité par la presse militante/politique française. Surtout on pourra voir comment les différentes sensibilités de gauche en France ont jugé l'action du Parti Communiste Italien : la cible la plus importante de l'attention française ces jours-là.

Concernant les sources choisies, les premiers mois de 1978 sont caractérisés d'une part par la dialectique des partis politiques et de l'autre par la violence politique et le concept de marginalisation dans la société italienne<sup>1</sup>. Le débat effervescent sur « le compromis historique de l'Italie », s'arrête brusquement le 16 Mars 1978. L'enlèvement d'Aldo Moro, le meurtre des hommes de son escorte et les cinquante-cinq jours d'emprisonnement focalisent l'attention sur la dialectique entre les Brigades Rouges et l'État. Dans ma communication, je voudrais montrer comment, face à cet événement, les différentes sensibilités politiques françaises que j'ai analysées, d'un côté se proposent d'informer à travers leurs journaux les lecteurs avec la chronique des faits, et de l'autre expriment à travers les mêmes articles leurs opinions. Leur attention se porte soit sur les sensibilités politiques italiennes les plus proches, donc le Parti Communiste Italien et l'extrême-gauche italienne, soit sur l'actualité politique française. En conclusion je voudrais montrer comment, si on regarde le discours public construit par les partis politiques, derrière la réaction des partis face à un événement politique très important, mais extra-national, on peut toujours voir le croisement des cultures politiques et la sensibilité du contexte qui reçoit les nouvelles. On verra également comment les événements européens contemporains, deviendront les termes de base avec lesquels comparer notre analyse.

---

<sup>1</sup> A. Acquaviva, *Italie: une violence peut en cacher une autre*, in «l'Humanité», 13.2.1978, p. 2; J.-M. Bouguereau, *Italie: la gangrène de la violence*, in «Libération», 23.1.1978, p. 10.



**Margherita Morini** est diplômée en Sciences Historiques de l'Université de Bologne « Alma Mater Studiorum ». Elle a participé au cursus intégré franco-italien d'histoire et civilisations comparées et, en juin 2014, a obtenu le diplôme de M2 « Identité, Altérité » à l'Université Paris 7 – Paris Diderot sous la direction de Mme Marica Tolomelli et Mme Sophie Coeuré, avec un mémoire en histoire globale, communication de masse et sphère publique : « Le discours public français et le mouvement de 77 italien : entre répression et compromis historique (1977-1979) ». Ses principaux objets de recherche sont l'histoire des mouvements sociaux, l'histoire contemporaine en France et Italie, la violence politique et les médias. Elle a participé à la journée d'étude organisée par le centre de recherche MESHS (Lille, France, mars 2013) avec l'intervention : « L'extradition dans le débat public : l'exemple franco-italien dans les années 1970-1980 ». Son article : « Un "printemps romain" : il "movimento '77" visto dalla Francia. Percezioni e rappresentazioni nella stampa quotidiana e settimanale » est en cours de publication dans la revue *Storicamente*.